



direction des services  
départementaux  
de l'éducation nationale  
Saône-et-Loire  
éducation  
nationale



Mesdames et Messieurs les enseignants du 1<sup>er</sup>  
degré

S/c des IEN de circonscription

Mâcon, le - 7 JAN. 2014

Service  
Division  
des Personnels  
Affaire suivie par  
Michel Maugard  
Chef de division

Téléphone  
03 85.22.55.95.  
Fax  
03 85.22.55.39.

michel.maugard@ac-dijon.fr

Cité administrative  
Boulevard Henri Dunant  
BP 72512  
71025 Mâcon cedex 9

**Objet :** Droit individuel à la formation

**Référence(s) :** Décret n°2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'Etat. Articles 11 à 14. Circulaire n°2011-202 du 14 novembre 2011 publiée au B.O. n°44 du 1<sup>er</sup> décembre 2011. Décret n° 2007-1942 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle des agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics et des ouvriers affiliés au régime des pensions résultant du décret n° 2004-1056 du 5 octobre 2004

Les demandes d'utilisation du droit individuel à la formation (Dif) doivent être formulées à l'aide de l'imprimé joint et parvenir à la DSDEN sous couvert de l' IEN de circonscription avant le vendredi 21 février 2014 pour les formations prévues entre le 1<sup>er</sup> juillet 2014 et le 30 juin 2015.

Je vous rappelle que la mise en œuvre du droit individuel à la formation s'inscrit dans le cadre des mesures relatives au pacte de carrière visant à un meilleur accompagnement des enseignants durant leur carrière.

**-1- Acquisition du droit individuel à la formation**

Les fonctionnaires et agents non titulaires de l'Etat bénéficient d'un droit individuel à la formation professionnelle d'une durée de vingt heures par année de service. Les droits acquis annuellement peuvent être cumulés jusqu'à une durée de cent vingt heures. Si l'accumulation de droits non utilisés se poursuit, la durée disponible du droit individuel à la formation reste plafonnée à cent vingt heures. Pour bénéficier du droit individuel à la formation, les agents non titulaires doivent compter au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au moins un an de services effectifs au sein de l'administration.

Cette durée est calculée au prorata du temps travaillé pour les fonctionnaires à temps partiel, à l'exception des cas dans lesquels le temps partiel est de droit.

Pour le calcul des droits ouverts au titre du droit individuel à la formation, sont prises en compte les périodes :

- d'activité, les congés qui en relèvent en application de l'article 34 de la loi no 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat inclus,
- de mise à disposition,
- de détachement,
- de congé parental.

Les droits acquis annuellement étant cumulables depuis le 1er juillet 2007, date d'entrée en vigueur de la loi du 2 février 2007, les personnels à temps complet en fonction depuis cette date ont capitalisé, au 31 décembre 2013, cent vingt heures de formation.

Les fonctionnaires ayant acquis une durée déterminée au titre du droit individuel à la formation peuvent, avec l'accord de la DSDEN, utiliser par anticipation une durée supplémentaire au plus égale à la durée acquise. La durée totale utilisée grâce à cette disposition ne peut dépasser cent vingt heures.

2/3

L'utilisation anticipée du droit individuel à la formation ne peut intervenir qu'en application d'une convention entre l'administration et le fonctionnaire, qui précise également la ou les actions de formation retenues, les modalités de contrôle de l'assiduité du fonctionnaire et, le cas échéant, la part de ces actions se déroulant hors du temps de service.

#### -2- La mobilisation du DIF

Le droit individuel à la formation professionnelle est utilisé à l'initiative de l'agent en accord avec son administration. Les actions de formation retenues à ce titre peuvent se dérouler hors du temps de service. L'agent qui suit, hors de son temps de service, une action de formation en vertu du droit individuel à la formation reste dans la position statutaire d'activité. Le temps de formation accompli au titre de son droit individuel à la formation en excédent de la durée réglementaire de service donne lieu au versement par l'administration d'une allocation de formation d'un montant égal à 50 % de son traitement horaire. Cette allocation de formation ne revêt pas le caractère d'une rémunération au sens de l'article L 242-1 du code de la sécurité sociale et n'est donc pas soumise aux cotisations pour pension civile.

Les modalités de calcul de cette allocation correspondent à 50 % du traitement horaire d'un agent en prenant comme élément de référence la durée légale annuelle du travail telle qu'elle est fixée pour la fonction publique, c'est-à-dire 1607 heures.

L'indemnité sera versée une fois la formation totalement accomplie.

L'action de formation choisie en utilisation du droit individuel à la formation fait l'objet d'un accord écrit entre l'agent et l'administration dont il relève. L'administration dispose d'un délai de deux mois pour notifier sa réponse à la demande faite par l'agent. Le défaut de notification de sa réponse par l'administration au terme de ce délai vaut accord écrit.

Le financement partiel ou total des formations sera arrêté en fonction de l'intérêt du projet professionnel présenté et des crédits disponibles.

#### -3- Les formations éligibles

Elles doivent relever des domaines suivants :

- l'adaptation à l'évolution prévisible des métiers ;
- le développement de leurs qualifications ou l'acquisition de nouvelles qualifications ;
- la formation de préparation aux examens, concours administratifs et autres procédures de promotion interne ;
- la réalisation de bilans de compétences permettant aux agents d'analyser leurs compétences, aptitudes et motivations en vue de définir un projet professionnel ;
- la validation des acquis de leur expérience en vue de l'acquisition d'un diplôme, d'un titre à finalité professionnelle ou d'un certificat de qualification inscrit au répertoire national prévu par l'article L 335-6 du code de l'éducation.

Dans le cadre des dispositions légales rappelées plus haut, une priorité sera accordée aux demandes de mobilisation du DIF portant sur des formations permettant d'acquérir de nouvelles compétences, dans la perspective notamment d'une mobilité professionnelle par une préparation et un accompagnement adéquats et personnalisés, ainsi qu'aux formations se déroulant pendant les vacances scolaires. Les formations d'adaptation à l'évolution prévisible des métiers, au développement des qualifications ou l'acquisition de nouvelles qualifications, donneront un accès prioritaire aux actions de formation à candidature individuelle.

**3/3** -3- Dépôt des demandes

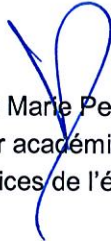
Les demandes d'utilisation du DIF seront formulées uniquement à l'aide de l'imprimé joint<sup>1</sup>, sur lequel l'I.E.N. portera un avis circonstancié.

Les demandes seront adressées par courrier à la Direction académique des services départementaux de l'éducation nationale.

Si nécessaire, la demande pourra donner lieu à un entretien avec un conseiller mobilité carrière permettant à l'agent d'explicitier son projet.

Des précisions à ce sujet pourront être apportées en contactant la division des personnel.

Je vous saurais gré de porter la présente note à la connaissance de tous les personnels de votre circonscription.



François Marie Perrin  
Directeur académique  
des services de l'éducation nationale

---

<sup>1</sup> Pièce jointe : demande de mobilisation dy droit individuel à la formation

**DEMANDE DE MOBILISATION  
DU DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION (DIF)**

**Je soussigné(e),**

Nom (nom de jeune fille suivi du nom d'épouse) :

Prénom :

Corps / grade :

Affectation :

Adresse électronique professionnelle : \_\_\_\_\_ @ ac-dijon.fr

N° de téléphone :

Date d'entrée à l'Education Nationale

Quotité de service :

Année	Temps plein	Temps partiel (indiquer la quotité)
2009		
2010		
2011		
2012		
2013		

**Demande à utiliser mon capital d'heures disponibles au titre du DIF pour suivre la formation dont les caractéristiques figurent ci-dessous :**

Intitulé de la formation :

Nom et adresse de l'organisme de formation :

Dates de la formation :

Durée totale de la formation (en heures) :

Je souhaite utiliser : ..... heures

    dont : ..... heures sur mes droits acquis  
          ..... heures par anticipation